

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(87)205

Vol. 1987/0008

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/145/87

Délai: LUNDI 16 FEVRIER 1987 - 12 H

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : ARTICLE 56 . 2a CECA

- demande d'octroi d'un prêt global n° 458 en faveur de Kredietbank, Belgique

Proposition de MM. PFEIFFER, MATUTES, MARIN et VARFIS

Décision proposée :

- décider, conformément aux dispositions générales arrêtées le 22 décembre 1976, doc. SEC(76 1768), l'octroi d'un prêt de 1 milliard de FB (+/- 23.022 Mio ECU) ou équivalent en faveur de Kredietbank à Anvers, Belgique
- demander au Conseil de donner son avis conforme sur cette décision
- autoriser, en cas d'avis conforme du Conseil, le Directeur général du Crédit et des Investissements à exécuter cette décision

Commentaire :

Ce prêt sera affecté à des petites et moyennes entreprises pour la création et/ou l'extension de nouvelles activités.


R. GACHOT
Directeur

p.j.

Copie à : MM. LANDABURU, CIOFFI, DEGIMBE, BARLEBO-LARSEN, BRAUN, CASPARI, BRINKHORST, MOREL, FACINI, MANIATOPOULOS, EHLERMANN

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : POLITIQUE REGIONALE
CREDIT ET INVESTISSEMENTS
EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES
ET EDUCATION
COORDINATION DES INSTRUMENTS
STRUCTURELS

Services associés
- pour accord -

D.G. MARCHE INTERIEUR ET DES AFFAIRES INDUSTRIELLES : accord
D.G. CONCURRENCE : accord
D.G. ENVIRONNEMENT, PROTECTION DES CONSOMMATEURS ET SECURITE NUCLEAIRE : accord
D.G. BUDGETS : accord
D.G. CONTROLE FINANCIER : accord
D.G. ENERGIE : accord
- pour avis -
SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable

Langue originale

: FR

Le document est disponible au Secrétariat Général (SERL 11/101) pour consultation dans toutes les langues officielles

Communication de MM. PFEIFFER, MATUTES, MARIN et VARFIS
aux Membres de la Commission

Objet : Demande d'octroi d'un prêt global n° 458 , au titre des dispositions de l'article 56 du Traité CECA, en faveur de

KREDIETBANK à ANVERS (Belgique)

Il est demandé à la Commission de décider l'octroi du prêt décrit dans le projet de Communication au Conseil joint, conformément aux dispositions générales arrêtées le 22 décembre 1976, et l'engagement préalable d'un montant de 1.000 MioECU en vue d'accorder des bonifications d'intérêts pour une partie du prêt, à imputer sur l'article B 4.2) du Budget CECA 1987. Une décision de mise en provision de crédits supplémentaires pourra être prise ultérieurement.

Prêt : 1 milliard de FB (1) } ou équivalent
+ 23.022 MioECU

Date de conversion : Novembre 1986 (43,4366)

Taux d'intérêt : Taux effectif conformément à la décision de la Commission du 20 octobre 1975.

Bonification d'intérêt : Pour un montant de 23.020 MioECU, 3 points pendant 5 ans sur la base de 1151 postes de travail (1).

Coût budgétaire : 3.453 MioECU, dont 1.000 MioECU à imputer par la présente décision.

Demande officielle : 19 août 1986

Avis des services : Accord des services représentés au sein du Groupe Technique du Groupe Interservice pour la Coordination des Instruments Structurels.

La Direction Générale Crédit et Investissements est autorisée à exécuter la présente décision.

(1) Conformément aux principes opérationnels décidés par la Commission le 16 juillet 1986.

Bruxelles, le

DOCUMENT INTERNE

PROJET

COMMUNICATION AU CONSEIL

Objet : Demande d'avis conforme, au titre des dispositions de l'article 56,2 a) du Traité CECA, pour l'octroi d'un prêt global à

S.A. KREDIETBANK à Anvers (Belgique)

I. ORGANISME FINANCIER INTERMEDIAIRE
=====

n° : 458

Demandeur : S.A. KREDIETBANK

Siège social : ANVERS
administratif BRUXELLES

Actionnaires : ALMANIJ (holding) - 42 % et diverses institutions d'investissements et autres actionnaires privés.

II. BENEFICIAIRES
=====

: Petites et moyennes entreprises pour la création et/ou l'extension de nouvelles activités.

Champ d'activité des : Activités industrielles et de services
bénéficiaires

III. LE PROJET

=====

Procédure :

La Commission mettra 1 milliard de FB(± 23,022 MioECU) à la disposition de S.A. KREDIETBANK à Anvers.

Le prêt sera versé par tranches successives au fur et à mesure de l'approbation des prêts subsidiaires. Les prêts subsidiaires seront approuvés par la Commission conformément aux critères d'approbation et objectifs qu'elle a arrêtés.

La KREDIETBANK fera annuellement rapport à la Commission au sujet de l'utilisation du prêt global. Elle fera, en outre, parvenir chaque année à la Commission un rapport sur le nombre total d'emplois créés et effectivement occupés et sur le ré-emploi des travailleurs ex-CECA engagés par les bénéficiaires de prêts subsidiaires.

Montant total : minimum 2 milliard de FB (+46.044 MioECU)
de l'investissement

IV. LA REGION

=====

Localisation : Bassins d'emploi CECA (1) en Belgique, mais principalement dans la province du Limbourg

Taux de chômage : Taux harmonisé pour la Belgique: 10,2 % (4/1986)
pour la province du Limbourg: 13,0 % (4/1986)

Catégorie d'aide nationale : la province du Limbourg est zone de développement régional.

L'industrie CECA a été et demeure la principale source d'emploi dans cette région.

(1) En dehors des bassins d'emploi CECA, la clause sociale stricte sera appliquée.

V. CONFORMITE AVEC L'ARTICLE 56,2 a) DU TRAITE CECA
=====

Travailleurs CECA rendus disponibles dans la région concernée par le projet : Les Kempense Steenkolenmijnen ont perdu entre fin 1984 et fin juin 86, un total de 1.274 emplois; une nouvelle restructuration des K.S. est en préparation et des pertes d'emploi importantes seront inévitables (prévisions formelles non encore disponibles)

Postes de travail à créer par le projet : Dans l'hypothèse où tous les postes seront créés dans un bassin d'emploi CECA prioritaire, le nombre de postes économiquement viables concerné peut être évalué au moins à 1726.

Formation : pour autant que nécessaire par des centres publics de formation et par les bénéficiaires des prêts subsidiaires.

La Commission estime que la demande répond aux conditions de l'article 56,2 a) du Traité CECA.

VI. PRET GLOBAL
=====

Prêt demandé : 1 milliard de FB

Prêt à octroyer : La Commission a approuvé un prêt de 1 milliard de FB (+ 23.022 MioECU) ou équivalent, à l'organisme financier ci-dessus mentionné (1).

Bonification d'intérêt : 3 points par an pendant 5 ans sur 23.020 MioECU

Nombre de postes de travail sur lequel la bonification est basée : 1151 postes de travail (soit deux tiers des postes prévus).

VII. AVIS CONFORME DU CONSEIL
=====

La Commission demande l'avis conforme du Conseil sur cette décision.

(1) Conformément aux principes opérationnels décidés par la Commission le 16 juillet 1986.

TEXTE D

Bruxelles, le 9 février 1987

DOCUMENT RESTREINT

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

E/145/87

Délai: LUNDI 16 FEVRIER 1987 - 12 H

**Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101**

Objet : ARTICLE 56 . 2a CEEA

- demande d'octroi d'un prêt global n° 458 en faveur de Kredietbank, Belgique

Proposition de MM. PFEIFFER, MATUTES, MARIN et VARFIS

Décision proposée :

- décider, conformément aux dispositions générales arrêtées le 22 décembre 1976, doc. SEC(76 1768), l'octroi d'un prêt de 1 milliard de FB (+/- 23.022 Mio ECU) ou équivalent en faveur de Kredietbank à Anvers, Belgique
- demander au Conseil de donner son avis conforme sur cette décision
- autoriser, en cas d'avis conforme du Conseil, le Directeur général du Crédit et des Investissements à exécuter cette décision

Commentaire :

Ce prêt sera affecté à des petites et moyennes entreprises pour la création et/ou l'extension de nouvelles activités.


R. GACHOT
Directeur

p.j.

Copie à : MM. LANDABURU, CIOFFI, DEGIMBE, BARLEBO-LARSEN, BRAUN, CASPARI, BRINKHORST, MOREL, FACINI, MANIATOPOULOS, EHLERMANN

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : POLITIQUE REGIONALE
CREDIT ET INVESTISSEMENTS
EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES
ET EDUCATION
COORDINATION DES INSTRUMENTS
STRUCTURELS

Services associés
- pour accord -

D.G. MARCHE INTERIEUR ET DES AFFAIRES INDUSTRIELLES : accord
D.G. CONCURRENCE : accord
D.G. ENVIRONNEMENT, PROTECTION DES CONSOMMATEURS ET SECURITE NUCLEAIRE : accord
D.G. BUDGETS : accord
D.G. CONTROLE FINANCIER : accord
D.G. ENERGIE : accord
- pour avis -
SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable

Langue originale

: FR

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL 11/101) pour consultation dans toutes les langues officielles

**KOMMISSION
DER
EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN**

Brüssel

, den

NUR FÜR DEN DIENSTGEBRAUCH

Mitteilung der Herren PFEIFFER, MATUTES, MARIN und VARFIS

an die Mitglieder der Kommission

Betrifft: Antrag auf Gewährung eines Globaldarlehens (Nr. 458) nach Artikel 56 des EGKS-Vertrages an die

KREDIETBANK. Antwerpen (Belgien)

Die Kommission wird gebeten, entsprechend den allgemeinen Bestimmungen, die die Kommission am 22. Dezember 1976 beschlossen hat, die Bewilligung des in dem beigefügten Entwurf einer Mitteilung an den Rat beschriebenen Darlehens und eine vorläufige Mittelbindung von 1,000 MioECU für Zinszuschüsse zu einem Teil des Darlehens zu Lasten von Artikel B 4.2 des EGKS-Haushalts 1987 zu beschliessen. Vorläufige Bindungen weiterer Zinsverbilligungsmittel können noch zu einem späteren Zeitpunkt beschlossen werden.

Darlehensbetrag : 1 Milliarde FB (1),
(rund 23,022 MioECU) oder Gegenwert

Datum der Umrechnung : November 1986 (43,4366)

Zinssatz : Effektiver Zinssatz gemäss Beschluss der Kommission vom 20. Oktober 1975.

Zinsverbilligung : Für einen Betrag von 23.020 MioECU 3 Prozentpunkte pro Jahr für fünf Jahre auf der Basis von 1.151 Arbeitsplätzen (1).

Haushaltskosten : 3.453 MioECU, davon 1,000 MioECU, mit denen der Haushalt sofort belastet wird.

Offizieller Antrag : 19. August 1986

Stellungnahme der Dienststellen : Zustimmung der in der Technischen Gruppe der IKG-SI vertretenen Dienststellen

Die Generaldirektion Kredit und Investitionen wird ermächtigt, diesen Beschluss auszuführen.

(1) Gemäss den am 16. Juli von der Kommission angenommenen Anwendungsbedingungen.

ENTWURF

Mitteilung an den Rat

Betrifft: Antrag auf Zustimmung zur Gewährung eines Globaldarlehens nach Artikel 56 § 2 Buchstabe a) des EGKS-Vertrages an die

KREDIETBANK, Antwerpen (Belgien)

I. DIE VERMITTELNDE INSTITUTION

Nr.: 458

Antragsteller

: KREDIETBANK

Firmensitz, eingetragen

: Antwerpen

Verwaltung

: Brüssel

Anteilseigner

: ALMANIJ (holding) (42 %)
verschiedene Investitionsgesellschaften
und private Anteilseigner

II. DARLEHENSEMPFÄNGER

: Kleine und mittlere Unternehmen zur
Erweiterung und/oder Schaffung neuer
Aktivitäten.

Umfang der wirtschaftlichen
Aktivitäten der Darlehens-
empfänger

: Industrie und Dienstleistungstätigkeiten.

III. DAS VORHABEN =====

Verfahren:

Die Kommission wird der Kredietbank 1 Milliarde BF (rd. 23.022 MioECU) zur Verfügung stellen.

Das Darlehen wird im Zuge der Genehmigung von Unterdarlehen in Tranchen ausgezahlt. Die Unterdarlehen werden von der Kommission nach ihren Anwendungskriterien und Zielen bewilligt.

Die Kredietbank wird der Kommission jährlich darüber berichten, welchen Zwecken das Globaldarlehen zugeführt wurde. Ausserdem wird die Bank jährlich über die Zahl der geschaffenen und tatsächlich besetzten Arbeitsplätze und über die Wiederbeschäftigung ehemaliger EGKS-Arbeitnehmer durch die Darlehensempfänger berichten.

Gesamtbetrag der Investitionen : wenigstens 2 Milliarden BF (rund 46.044 MioECU)

IV. DIE REGION =====

Standort des Vorhabens : EGKS-Reviere (1) in Belgien und insbesondere die Provinz Limburg;

Arbeitslosenquote : harmonisierte Quote:
für Belgien : 10,2 % (4/86)
für Limburg : 13,0 % (4/86)

Förderwürdigkeit des Standorts für nationale Beihilfen : die Provinz Limburg ist regionales Fördergebiet

Die Kohle- und Stahlindustrie war und ist ein wichtiger Arbeitgeber in diesem Gebiet.

(1) Ausserhalb von EGKS-Revieren ist die strikte Sozialklausel anzuwenden.

V. ÜBEREINSTIMMUNG MIT ARTIKEL 56 2a) DES EGKS-VERTRAGES

=====

Freisetzung von EGKS-Arbeit-
nehmern in dem Gebiet, in dem
das Vorhaben durchgeführt wird

: Zwischen Ende 1984 und Juni 1986 wurden
bei den Kempense Steenkolenmijnen (K.S.)
1.274 Arbeitsplätze abgebaut; im Gefolge
einer erneuten Umstrukturierung der K.S.,
die z.Zt. in Vorbereitung ist, werden
weitere erhebliche Arbeitsplatzverluste
unvermeidlich sein (offizielle Vorausschät-
zungen sind noch nicht verfügbar).

Neue Arbeitsplätze aufgrund
des Vorhabens

: mindestens 1.726 wirtschaftlich
tragfähige Arbeitsplätze unter der
Voraussetzung, dass alle Arbeitsplätze in
vorrangigen EGKS-Revieren geschaffen werden.

Ausbildung

: soweit erforderlich, durch öffentliche Aus-
bildungsstellen oder die Darlehensempfänger.

Die Kommission hält den Antrag für vereinbar mit Artikel 56 § 2 Buchstabe a)
EGKS-Vertrag.

VI. GLOBALDARLEHEN

=====

Höhe des beantragten Darlehens : 1 Milliarde BF

Höhe des zu gewährenden
Darlehens

: Die Kommission hat ein Darlehen zugunsten des
obengenannten Kreditinstituts von 1 Milliarde BF
(rund 23.022 MioECU) oder Gegenwert
genehmigt (1).

Zinsverbilligung

: 3 Prozentpunkte pro Jahr für fünf Jahre auf
23.020 MioECU.

Arbeitsplätze, die für eine
Zinsverbilligung in Frage kommen

: 1.151 Arbeitsplätze (das sind zwei Drittel
der zu schaffenden Arbeitsplätze)

VII. ZUSTIMMUNG DES RATES

=====

Die Kommission bittet den Rat um Zustimmung zu obigem Beschluss.

(1) Gemäss den am 16. Juli 1986 von der Kommission angenommenen Anwendungsbedingungen.

TEXTE E

Bruxelles, le 9 février 1987

DOCUMENT RESTREINT

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCÉDURE

E/145/87

Délai: LUNDI 16 FEVRIER 1987 - 12 H

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : ARTICLE 56 . 2a CEEA
- demande d'octroi d'un prêt global n° 458 en faveur de Kredietbank, Belgique

Proposition de MM. PFEIFFER, MATUTES, MARIN et VARFIS

Décision proposée :

- décider, conformément aux dispositions générales arrêtées le 22 décembre 1976, doc. SEC(76 1768), l'octroi d'un prêt de 1 milliard de FB (+/- 23.022 Mio ECU) ou équivalent en faveur de Kredietbank à Anvers, Belgique
- demander au Conseil de donner son avis conforme sur cette décision
- autoriser, en cas d'avis conforme du Conseil, le Directeur général du Crédit et des Investissements à exécuter cette décision

Commentaire :

Ce prêt sera affecté à des petites et moyennes entreprises pour la création et/ou l'extension de nouvelles activités.


R. GACHOT
Directeur

p.j.

Copie à : MM. LANDABURU, CIOFFI, DEGIMBE, BARLEBO-LARSEN, BRAUN, CASPARI, BRINKHORST
MOREL, FACINI, MANIATOPOULOS, EHLERMANN

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : POLITIQUE REGIONALE
CREDIT ET INVESTISSEMENTS
EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES
ET EDUCATION
COORDINATION DES INSTRUMENTS
STRUCTURELS

Services associés

- pour accord -

D.G. MARCHE INTERIEUR ET DES AFFAIRES INDUSTRIELLES : accord
D.G. CONCURRENCE : accord
D.G. ENVIRONNEMENT, PROTECTION DES CONSOMMATEURS ET SECURITE NUCLEAIRE : accord
D.G. BUDGETS : accord
D.G. CONTROLE FINANCIER : accord
D.G. ENERGIE : accord
- pour avis -
SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable

Langue originale

: FR

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL 11/101) pour consultation dans toutes les langues officielles

COMMISSION
OF THE
EUROPEAN COMMUNITIES

Brussels.....

FOR OFFICIAL USE ONLY

Communication from Messrs. PFEIFFER, MATUTES, MARIN and VARFIS
to the Members of the Commission

Subject : Application for global loan No. 458 pursuant to article 56
of the ECSC Treaty on behalf of
Kredietbank, Antwerp, Belgium

The Commission is requested to decide to grant the loan described in the attached draft Communication to the Council, subject to the general provisions adopted by the Commission on 22 December 1976, and to decide the provisional commitment of 1,000 MioECU for interest rebates on part of the loan, to be charged to Article B.4.2 of the ECSC Budget for 1987. A decision on additional credits for interest rebates may be taken later.

Loan : BF 1.000 million (1) } or equivalent
about 23.022 MioECU }

Conversion date : November 1986 (43.4366)

Interest rate : Effective rate in accordance with
Commission Decision of 20 October 1975.

Interest rebate : For an amount of 23.020 MioECU
3 percentage points for five years, on
the basis of 1151 jobs. (1)

Budgetary cost : 3.453 MioECU, of which 1.000 MioECU
is to be charged under this decision.

Official application : 19 August 1986

Opinion of departments : Agreement of the departments represented
in the Technical Group of the Inter-
departmental Group for the Coordination of
Structural Instruments.

Directorate-General Credit and Investments is authorised to implement this
decision.

(1) In accordance with the operating principles adopted by the Commission
on 16 July 1986.

COMMISSION
OF THE
EUROPEAN COMMUNITIES

Brussels

FOR OFFICIAL USE ONLY

Draft Communication to the Council

Subject : Request for assent, pursuant to Article 56 2a) of the ECSC Treaty to the granting of a global loan to

S.A. Kredietbank, Antwerp, Belgium

I. FINANCIAL INTERMEDIARY

No. 458

Applicant

: S.A. Kredietbank

Registered Office

: Antwerp

Administrative headquarters

: Brussels

Shareholders

: ALMANIJ (holding) -42 %: various investment institutions and other private shareholders

II. RECIPIENTS

: Small and medium-sized enterprises to expand existing and/or create new activities.

Field of Activity of recipients

: Industrial and service sectors

III. THE PROJECT =====

Procedure

The Commission will make available to S.A. Kredietbank, Antwerp, BF 1.000 million (some 23.022 MioECU).

The loan will be paid out in instalments as sub-loans are authorized. The Commission will approve sub-loans on the basis of the application criteria and objectives it has adopted.

Kredietbank will report annually to the Commission on the use made of the global loan. It will also report annually on the total number of jobs created and effectively occupied and on the re-employment of ex-ECSC workers by the borrowers.

Total amount of investment

: at least BF 2,000 million (+ 46.044 MioECU)

IV. THE REGION =====

Project location

: ECSC employment areas ⁽¹⁾ in Belgium, principally in the province of Limbourg

Unemployment rate

: Harmonized rate for Belgium (4/1986) : 10.2 %
For the province of Limbourg (4/1986) : 13.0 %

National aid status of project area

: The province of Limbourg is an assisted area.

The ECSC industry has been and still is a major employer in the area.

(1) Outside ECSC employment areas the strict social clause will be applied.

V. CONFORMITY WITH ARTICLE 56 2a) OF THE ECSC TREATY
=====

ECSC redundancies in
project area

:

Kempense Steenkolenmijnen lost 1.274 jobs between end-1984 and end-June 1986; a new restructuring of K.S. is being prepared and considerable job losses are inevitable (official estimates are not yet available).

Jobs to be created
by the project

:

Assuming that all the posts will be created in a priority ECSC employment area, at least 1.726 economically viable jobs will be concerned.

Training

:

Where necessary through public training bodies and the recipients of the sub-loans.

The Commission considers that the application complies with Article 56 2a) of the ECSC Treaty.

VI. GLOBAL LOAN
=====

Loan applied for

: BF 1,000 million

Loan to be granted

: The Commission has approved a loan of BF 1,000 million (about 23.022 MioECU) or equivalent to the above mentioned institution (1)

Interest rebate

: 3 percentage points per year for five years on 23.020 MioECU

Job basis of interest rebate : 1.151 jobs (i.e. two thirds of the jobs to be created)

VII. COUNCIL ASSENT
=====

The Commission requests the Council to give its assent to the foregoing decision

(1) In accordance with the operating principles decided by the Commission on 16 July 1986.

COMMISSION
DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Secrétariat général

SEC(87) 205 final

Bruxelles, le 24 février 1987

DOCUMENT INTERNE

RESTREINT

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL

Demande d'avis conforme, au titre des dispositions
de l'article 56,2 a) du Traité CEEA, pour l'octroi d'un
prêt global à S.A. KREDIETBANK à Anvers (Belgique)

DOCUMENT INTERNECOMMUNICATION AU CONSEIL

Objet : Demande d'avis conforme, au titre des dispositions de l'article 56,2 a) du Traité CECA, pour l'octroi d'un prêt global à

S.A. KREDIETBANK à Anvers (Belgique)

I. ORGANISME FINANCIER INTERMEDIAIRE
=====

n° : 458

Demandeur : S.A. KREDIETBANK

Siège social : ANVERS
administratif : BRUXELLES

Actionnaires : ALMANIJ (holding) - 42 % et diverses institutions d'investissements et autres actionnaires privés.

II. BENEFICIAIRES
=====

: Petites et moyennes entreprises pour la création et/ou l'extension de nouvelles activités.

Champ d'activité des : Activités industrielles et de services
bénéficiaires

III. LE PROJET

=====

Procédure :

La Commission mettra 1 milliard de FB(± 23,022 MioECU) à la disposition de S.A. KREDIETBANK à Anvers.

Le prêt sera versé par tranches successives au fur et à mesure de l'approbation des prêts subsidiaires. Les prêts subsidiaires seront approuvés par la Commission conformément aux critères d'approbation et objectifs qu'elle a arrêtés.

La KREDIETBANK fera annuellement rapport à la Commission au sujet de l'utilisation du prêt global. Elle fera, en outre, parvenir chaque année à la Commission un rapport sur le nombre total d'emplois créés et effectivement occupés et sur le ré-emploi des travailleurs ex-CECA engagés par les bénéficiaires de prêts subsidiaires.

Montant total
de l'investissement

: minimum 2 milliard de FB (+ 46.044 MioECU)

IV. LA REGION

=====

Localisation

: Bassins d'emploi CECA (1) en Belgique, mais principalement dans la province du Limbourg

Taux de chômage

: Taux harmonisé pour la Belgique: 10,2 % (4/1986)
pour la province du Limbourg: 13,0 % (4/1986)

Catégorie d'aide
nationale

: la province du Limbourg est zone de développement régional.

L'industrie CECA a été et demeure la principale source d'emploi dans cette région.

(1) En dehors des bassins d'emploi CECA, la clause sociale stricte sera appliquée.

V. CONFORMITE AVEC L'ARTICLE 56,2 a) DU TRAITE CECA

Travailleurs CECA rendus disponibles dans la région concernée par le projet

: Les Kempense Steenkolenmijnen ont perdu entre fin 1984 et fin juin 86, un total de 1.274 emplois; une nouvelle restructuration des K.S. est en préparation et des pertes d'emploi importantes seront inévitables (prévisions formelles non encore disponibles)

Postes de travail à créer par le projet

: Dans l'hypothèse où tous les postes seront créés dans un bassin d'emploi CECA prioritaire, le nombre de postes économiquement viables concerné peut être évalué au moins à 1726.

Formation

: pour autant que nécessaire par des centres publics de formation et par les bénéficiaires des prêts subsidiaires.

La Commission estime que la demande répond aux conditions de l'article 56,2 a) du Traité CECA.

VI. PRET GLOBAL

Prêt demandé

: 1 milliard de FB

Prêt à octroyer

: La Commission a approuvé un prêt de 1 milliard de FB (+ 23.022 MioECU) ou équivalent, à l'organisme financier ci-dessus mentionné (1).

Bonification d'intérêt

: 3 points par an pendant 5 ans sur 23.020 MioECU

Nombre de postes de travail sur lequel la bonification est basée : 1151 postes de travail (soit deux tiers des postes prévus).

VII. AVIS CONFORME DU CONSEIL

La Commission demande l'avis conforme du Conseil sur cette décision.

(1) Conformément aux principes opérationnels décidés par la Commission le 16 juillet 1986.

KOMMISSION
DER
EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

Generalsekretariat
SEK(87) 205 endg.

Brüssel, den 24 Februar 1987

NUR FÜR DEN DIENSTGEBRAUCH

EINGESCHRANKTE VERTEILUNG

MITTEILUNG DER KOMMISSION AN DEN RAT

Antrag auf Zustimmung zur Gewährung eines Globaldarlehens nach
Artikel 56 § 2 Buchstabe a) des EGKS-Vertrages an
die KREDIETBANK, Antwerpen (Belgien)

NUR FÜR DEN DIENSTGEBRAUCHMitteilung an den Rat

Betrifft: Antrag auf Zustimmung zur Gewährung eines Globaldarlehens nach Artikel 56 § 2 Buchstabe a) des EGKS-Vertrages an die

KREDIETBANK, Antwerpen (Belgien)

I. DIE VERMITTELNDE INSTITUTION
=====

Nr.: 458

<u>Antragsteller</u>	:	KREDIETBANK
<u>Firmensitz</u> , <u>eingetragen</u>	:	Antwerpen
<u>Verwaltung</u>	:	Brüssel
<u>Anteilseigner</u>	:	ALMANIJ (holding) (42 %) verschiedene Investitionsgesellschaften und private Anteilseigner

II. DARLEHENSEMPFÄNGER
=====

: Kleine und mittlere Unternehmen zur Erweiterung und/oder Schaffung neuer Aktivitäten.

Umfang der wirtschaftlichen
Aktivitäten der Darlehens-
empfänger

: Industrie und Dienstleistungstätigkeiten.

III. DAS VORHABEN

=====

Verfahren:

Die Kommission wird der Kreditbank 1 Milliarde BF (rd. 23,022 MioECU) zur Verfügung stellen.

Das Darlehen wird im Zuge der Genehmigung von Unterdarlehen in Tranchen ausgezahlt. Die Unterdarlehen werden von der Kommission nach ihren Anwendungskriterien und Zielen bewilligt.

Die Kreditbank wird der Kommission jährlich darüber berichten, welchen Zwecken das Globaldarlehen zugeführt wurde. Ausserdem wird die Bank jährlich über die Zahl der geschaffenen und tatsächlich besetzten Arbeitsplätze und über die Wiederbeschäftigung ehemaliger EGKS-Arbeitnehmer durch die Darlehensempfänger berichten.

Gesamtbetrag der Investitionen

: wenigstens 2 Milliarden BF (rund 46.044 MioECU)

IV. DIE REGION

=====

Standort des Vorhabens

: EGKS-Reviere (1) in Belgien und insbesondere die Provinz Limburg;

Arbeitslosenquote

: harmonisierte Quote:

für Belgien : 10,2 % (4/86)

für Limburg : 13,0 % (4/86)

Förderwürdigkeit des Standorts für nationale Beihilfen

: die Provinz Limburg ist regionales Fördergebiet

Die Kohle- und Stahlindustrie war und ist ein wichtiger Arbeitgeber in diesem Gebiet.

(1) Ausserhalb von EGKS-Revieren ist die strikte Sozialklausel anzuwenden.

V. ÜBEREINSTIMMUNG MIT ARTIKEL 56 2a) DES EGKS-VERTRAGES

Freisetzung von EGKS-Arbeit-
nehmern in dem Gebiet, in dem
das Vorhaben durchgeführt wird

: Zwischen Ende 1984 und Juni 1986 wurden bei den Kempense Steenkolenmijnen (K.S.) 1.274 Arbeitsplätze abgebaut; im Gefolge einer erneuten Umstrukturierung der K.S., die z.Zt. in Vorbereitung ist, werden weitere erhebliche Arbeitsplatzverluste unvermeidlich sein (offizielle Vorausschätzungen sind noch nicht verfügbar).

Neue Arbeitsplätze aufgrund
des Vorhabens

: mindestens 1.726 wirtschaftlich tragfähige Arbeitsplätze unter der Voraussetzung, dass alle Arbeitsplätze in vorrangigen EGKS-Revieren geschaffen werden.

Ausbildung

: soweit erforderlich, durch öffentliche Ausbildungsstellen oder die Darlehensempfänger.

Die Kommission hält den Antrag für vereinbar mit Artikel 56 § 2 Buchstabe a) EGKS-Vertrag.

VI. GLOBALDARLEHEN

Höhe des beantragten Darlehens

: 1 Milliarde BF

Höhe des zu gewährenden
Darlehens

: Die Kommission hat ein Darlehen zugunsten des obengenannten Kreditinstituts von 1 Milliarde BF (rund 23,022 MioECU) oder Gegenwert genehmigt (1).

Zinsverbilligung

: 3 Prozentpunkte pro Jahr für fünf Jahre auf 23,020 MioECU.

Arbeitsplätze, die für eine
Zinsverbilligung in Frage kommen

: 1.151 Arbeitsplätze (das sind zwei Drittel der zu schaffenden Arbeitsplätze)

VII. ZUSTIMMUNG DES RATES

Die Kommission bittet den Rat um Zustimmung zu obigem Beschluss.

(1) Gemäss den am 16. Juli 1986 von der Kommission angenommenen Anwendungsbedingungen.

COMMISSIONE
DELLE
COMUNITÀ EUROPEE

Segretariato generale

Bruxelles, 24 febbraio 1987

SEC(87)205 def.

DOCUMENTO INTERNO

RISERVATO

COMUNICAZIONE DELLA COMMISSIONE AL CONSIGLIO

richiesta di parere conforme, ai sensi dell'articolo 56,2 a) del
trattato CECA, per la concessione di un prestito globale alla
S.A. KREDIETBANK a Anversa (Belgio)

DOCUMENTO INTERNO

COMUNICAZIONE AL CONSIGLIO

Oggetto: Richiesta di parere conforme, ai sensi dell'articolo 56,2 a) del Trattato CECA, per la concessione di un prestito globale alla S.A. KREDIETBANK a Anversa (Belgio)

I. ORGANISMO FINANZIARIO INTERMEDiatO
=====

N° : 458

Richiedente : S.A. KREDIETBANK

Sede sociale : ANVERSA
amministrativa : BRUXELLES

Azionaria : ALMANIJ (Finanziaria)
e vari *enti* di investimento e altri
azionisti privati

II. BENEFICIARI
=====

: Piccole e medie imprese per l'ampliamento e/o
la creazione di nuove attività.

Settore d'attività
dei beneficiari : Settori industriale e dei servizi

II. IL PROGETTO

=====

Procedura :

La Commissione metterà a disposizione della S.A. KREDIETBANK ad Anversa 1 miliardo di FB (+ 23,022 MioECU).

Il prestito sarà erogato per quote successive nell'ambito della autorizzazione attinente ai prestiti sussidiari. I prestiti sussidiari verranno autorizzati dalla Commissione, sulla base dei principi operativi e degli obiettivi da essa stabiliti.

La KREDIETBANK riferirà ogni anno alla Commissione in merito all'impiego fatto del prestito globale. Inoltre la banca dovrà ogni anno presentare una relazione riguardante i posti di lavoro creati, i posti di lavoro occupati e il numero di assunzioni di ex dipendenti CECA da parte dei beneficiari del prestito.

Ammontare totale dell'investimento

: minimo 2 miliardi di FB (+ 46,044 MioECU)

IV. LA REGIONE

=====

Ubicazione

: Bacini d'occupazione CECA (1) in Belgio, essenzialmente nella provincia del Limburgo.

Tasso di disoccupazione

cifre-armonizzate
: per l'insieme del Belgio: 10,2 % (4/1986)
per la provincia del Limburgo: 13,0% (4/1986)

Categoria di aiuto nazionale : la provincia del Limburgo è zona di sviluppo regionale.
della zona del progetto

L'industria CECA è stata e resta la più importante fonte di occupazione nella regione.

(1) Al di fuori dei bacini d'occupazione CECA verrà applicata la clausola sociale rigida.

CONFORMITA' CON L'ARTICOLO 56,2 a) DEL TRATTATO C ECA
=====

Lavoratori CECA resi
disponibili nella regione
interessata dal progetto

KEMPENSE STEENKOLENMIJNEN
: le fra la fine del 1984 e la fine di giugno 1986
hanno perso complessivamente 1 274 posti di lavoro; è
in preparazione una nuova ristrutturazione delle K.S.
e saranno inevitabili ~~alle~~ consistenti perdite di
posti di lavoro (previsioni ufficiali disponibili
all'inizio del 1987).

Posti di lavoro da creare
col progetto

: Nell'ipotesi in cui tutti i posti saranno
creati in un bacino d'impiego prioritario
della CECA, sono interessati almeno 1.726
impieghi economicamente sani

Formazione

: se necessario, a cura dei centri pubblici di formazione
e dei beneficiari dei prestiti sussidiari.

La Commissione ritiene che la domanda sia conforme al disposto dell'articolo 56,2 a)
del trattato CECA.

VI. PRESTITO GLOBALE =====

Prestito richiesto

: 1 miliardo di FB

Prestito da concedere

: La Commissione ha approvato la concessione di un
prestito di 1 miliardo di FB (+ 23,022 MioECU)
o equivalente, all'organismo finanziario suddetto (1).

Abbuono d'interessi

: 3 punti all'anno per la durata di 5 anni
su 23,020 MioECU.

Numero di posti di lavoro
sul quale si basa l'abbuono

: 1.151 posti (cioè 2/3 dei posti previsti).

VII. PARERE CONFORME DEL CONSIGLIO =====

La Commissione invita il Consiglio ad esprimere parere conforme in merito alla
decisione di cui sopra.

(1) Secondo i criteri d'applicazione adottati dalla Commissione il 16 luglio 1986.

COMMISSIE
VAN DE
EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

Secretariaat-generaal

SEC(87) 205 def.

Brussel, 24 februari 1987

INTERN DOCUMENT

BEPERKTE VERSPREIDING

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE AAN DE RAAD

Verzoek om instemming krachtens artikel 56 lid 2 a)
van het EGKS-Verdrag met de toekenning van een globale lening aan
N.V. KREDIETBANK te ANTWERPEN (België)

Intern documentMededeling aan de Raad

Betreft : Verzoek om instemming krachtens artikel 56 lid 2 a) van het
EGKS-Verdrag met de toekenning van een globale lening aan
N.V. KREDIETBANK te ANTWERPEN (België).

I. BEMIDDELLENDE FINANCIËLE INSTELLING
=====

Nº : 458

Aanvrager : N.V. KREDIETBANK

Zetel (maatschappelijk): Antwerpen
(administratief): Brussel

Aandeelhouders : ALMANIJ (holding) - 42 %
diverse investeringsmaatschappijen en
andere privaat aandeelhouders.

II. BEGUNSTIGDEN
=====

: Midden- en kleinbedrijf voor de uitbreiding en/of
het creëren van nieuwe activiteiten.

Activiteiten van
begunstigden : Industriële en dienstverlenende sector

III. HET PROJECT

=====

Procedure :

De Commissie zal 1 miljard BF (ongeveer 23,022 MioECU) ter beschikking stellen van de Kredietbank.

De lening zal al naargelang van de toekenning van de subsidiaire leningen in tranches worden uitbetaald. De subsidiaire leningen worden door de Commissie volgens de door haar besliste beleidslijnen en doelstellingen toegekend.

De Kredietbank zal de Commissie jaarlijks inlichten over het gebruik van deze globale lening. De bank zal bovendien jaarlijks verslag uitbrengen over de totaal gecreëerde en effectief bezette werkplaatsen en over de mate waarin voormalige EGKS-werknemers worden tewerkgesteld.

Totaal

investeringsbedrag : tenminste 2 miljard BF (ongeveer 46,044 MioE

IV. DE STREEK

=====

Vestigingsplaats van project

: EGKS-tewerkstellingsbekkens (1) in België
maar hoofdzakelijk in de provincie Limburg

Werkloosheidscijfer

: geharmoniseerde cijfers voor België: 10.2 % (4/)
geharmoniseerde cijfers voor de
provincie Limburg : 13.0 % (4/)

Nationale steuncategorie van de streek van het project

: de provincie Limburg is regionaal steun-
gebied

De EGKS-industrie was, en is nog steeds, een dominerende werkgever deze streek.

(1) Buiten de EGKS-tewerkstellingsbekkens wordt de strikte sociale clausule toegepast.

V. OVEREENSTEMMING MET ARTIKEL 56, LID 2 a) VAN HET EGKS-VERDRAG

Beschikbaargekomen
EGKS-werkkrachten in
de streek van het project

Sinds 1984 (tot einde juni 86) hebben de Kempense Steenkolenmijnen 1274 arbeidsplaatsen verloren. Een nieuwe herstructurering wordt voorbereid; een belangrijk verlies aan arbeidsplaatsen zal onvermijdelijk zijn (formele vooruitzichten zijn nog niet beschikbaar).

Te scheppen arbeidsplaatsen
door het project

In de veronderstelling dat alle te scheppen arbeidsplaatsen zich in prioritaire EGKS-tewerkstellingsbekkens zullen bevinden, zullen minstens 1.726 arbeidsplaatsen met een economisch gezonde basis kunnen tot stand komen.

Herscholing

: wordt, voor zover noodzakelijk, door openbare instanties en door de begunstigen van de subsidiaire leningen verzekerd.

De Commissie is van mening dat de aanvraag ontvankelijk is op grond van art. 56, lid 2 a) van het EGKS-Verdrag.

VI. GLOBALE LENING

Aangevraagde lening

: 1 miljard BF

Toe te kennen lening

: De Commissie heeft een lening goedgekeurd van 1 miljard BF (ong. 23,022 MioECU); of de tegenwaarde hiervan, aan de bovenvermelde instelling (1).

Rentevermindering

: 3 % per jaar gedurende vijf jaar over 23,020 MioECU.

Aantal arbeidsplaatsen
waarop de rentevermin-
dering is gebaseerd

: 1.151 arbeidsplaatsen (zijnde 2/3 van de voorziene arbeidsplaatsen)

VII. TOESTEMMING VAN DE RAAD

De Commissie verzoekt de Raad haar instemming te geven met de voornoemde beslissing.

(1) In overeenstemming met het toepassingsbeleid zoals door de Commissie op 16.07.1986 beslist.

COMMISSION
OF THE
EUROPEAN COMMUNITIES

General Secretariat

SEC(87) 205 final

Brussels, 24 February 1987

FOR OFFICIAL USE ONLY

RESTRICTED

COMMUNICATION FROM THE COMMISSION TO THE COUNCIL

Request for assent, pursuant to Article 56 2(a) of the ECSC Treaty to
the granting of a global loan to S.A. Kredietbank, Antwerp, Belgium

FOR OFFICIAL USE ONLY

Communication to the Council

Subject : Request for assent, pursuant to Article 56 2a) of the ECSC Treaty to the granting of a global loan to

S.A. Kredietbank, Antwerp, Belgium

I. FINANCIAL INTERMEDIARY
=====

No. 458

Applicant

: S.A. Kredietbank

Registered Office

: Antwerp

Administrative headquarters

: Brussels

Shareholders

: ALMANIJ (holding) -42 %: various investment institutions and other private shareholders

II. RECIPIENTS
=====

: Small and medium-sized enterprises to expand existing and/or create new activities.

Field of Activity of recipients

: Industrial and service sectors

III. THE PROJECT

Procedure

The Commission will make available to S.A. Kredietbank, Antwerp, BF 1.000 million (some 23.022 MioECU).

The loan will be paid out in instalments as sub-loans are authorized. The Commission will approve sub-loans on the basis of the application criteria and objectives it has adopted.

Kredietbank will report annually to the Commission on the use made of the global loan. It will also report annually on the total number of jobs created and effectively occupied and on the re-employment of ex-ECSC workers by the borrowers.

Total amount of investment

: at least BF 2.000 million (+ 46.044 MioECU)

IV. THE REGION

Project location

: ECSC employment areas ⁽¹⁾ in Belgium, principally in the province of Limbourg

Unemployment rate

: Harmonized rate for Belgium (4/1986) : 10.2 %
For the province of Limbourg (4/1986) : 13.0 %

National aid status of project area

: The province of Limbourg is an assisted area.

The ECSC industry has been and still is a major employer in the area.

(1) Outside ECSC employment areas the strict social clause will be applied.

V. CONFORMITY WITH ARTICLE 56 2a) OF THE ECSC TREATY
=====

ECSC redundancies in
project area

:

Kempense Steenkolenmijnen lost 1.274 jobs between end-1984 and end-June 1986; a new restructuring of K.S. is being prepared and considerable job losses are inevitable (official estimates are not yet available).

Jobs to be created
by the project

:

Assuming that all the posts will be created in a priority ECSC employment area, at least 1.726 economically viable jobs will be concerned.

Training

:

Where necessary through public training bodies and the recipients of the sub-loans.

The Commission considers that the application complies with Article 56 2a) of the ECSC Treaty.

VI. GLOBAL LOAN
=====

Loan applied for

: BF 1,000 million

Loan to be granted

: The Commission has approved a loan of BF 1,000 million (about 23.022 MioECU) or equivalent to the above mentioned institution (1)

Interest rebate

: 3 percentage points per year for five years on 23.020 MioECU

Job basis of interest rebate : 1.151 jobs (i.e. two thirds of the jobs to be created)

VII. COUNCIL ASSENT
=====

The Commission requests the Council to give its assent to the foregoing decision

(1) In accordance with the operating principles decided by the Commission on 16 July 1986.

KOMMISSIONEN
FOR DE
EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

Kommissionens Sekretariat

SEK(87) 205 endelig udg.

Bruxelles, den 24. februar 1987

INTERNT DOKUMENT

F O R T R O L I G T

MEDDELELSE FRA KOMMISSIONEN TIL RÅDET

Anmodning om samstemmende udtalelse i medfør af EKSF-traktatens artikel 56, stk. 2, litra a), vedrørende ydelse af et globallån til N.V. KREDIETBANK, Antwerpen, Belgien

1

INTERNT DOKUMENT

MEDDELELSE TIL RÅDET

Vedrørende: Anmodning om samstemmende udtalelse i medfør af EKSF-traktatens art. 56, stk. 2, litra a), vedrørende ydelse af et globallån til N.V. KREDIETBANK, Antwerpen, Belgien.

I. KREDITFORMIDLENDE ORGAN

Nr. : 458

Ansøger : N.V. KREDIETBANK

Hjemsted : ANTWERPEN - BRUXELLES

Ejerforhold : ALMANIJ (holding) - 42 % samt
diverse investeringsinstitutioner
og andre private aktionærer.

II. MODTAGERE

: Små og mellemstore virksomheder med henblik
på udvidelse af eksisterende og/eller igangsætning af nye aktiviteter.

Arten af modtagernes virksomhed : Industri- og servicevirksomhed.

III. PROJEKTET

Fremgangsmåde : Kommissionen stiller 1 mia BFR (ca. 23,022 mio ECU) til rådighed for N.V. KREDIETBANK, Antwerpen.

Lånet udbetales i trancher i takt med godkendelsen af de enkelte sublån. Disse godkendes af Kommissionen i overensstemmelse med de af denne offentliggjorte retningslinjer.

KREDIETBANK aflægger hvert år rapport til Kommissionen om anvendelsen af de lånte midler. Banken tilstiller endvidere hvert år Kommissionen en rapport om antallet af oprettede og faktisk besatte stillinger og om genbeskæftigelsen af tidligere EKSF-arbejdstagere hos modtagerne af de enkelte sublån.

Samlet investeringsbeløb: mindst 2 milliarder BFR (ca. 46,044 mio ECU).

IV. REGIONEN

Lokalisering : EKSF-beskæftigelsesområder¹ i Belgien, dog hovedsagelig i provinsen Limburg.

Arbejdsløshed : For Belgien under ét: 10,2 % (april 1986);
for provinsen Limburg: 13,0 % (april 1986).

Områdets status med hensyn til statsstøtte : Provinsen Limburg er et egnsudviklingsområde.

EKSF-industrien har været og er stadig regionens vigtigste arbejdsgiver.

¹ Uden for EKSF-beskæftigelsesområder anvendes den strenge "sociale klausul".

V. OVERENSSTEMMELSE MED EKSF-TRAKTATENS ART. 56, STK. 2, LITRA a)

EKSF-afskedigelser
i området

: Tab af arbejdspladser:

I Kempense Steenkolenmijnen er der fra udgangen af 1984 til slutningen af juni 1986 gået i alt 1.274 arbejdspladser tabt; der er ved at blive forberedt en omstrukturering af K.S., og der vil herunder uundgåeligt ske betydelige tab af arbejdspladser (de officielle skøn vil foreligge i begyndelsen af 1987).

Nyoprettede arbejds-
pladser som følge
af projektet

: Skønsmæssigt 1.726 økonomisk levedygtige arbejdspladser under forudsætning af, at alle disse oprettes i et prioriteret EKSF-beskæftigelsesområde.

Uddannelse

: I det omfang, uddannelse er nødvendig, varetages denne af lånmotagerne og af lokale uddannelsesinstitutioner.

Efter Kommissionens opfattelse er ansøgningen i overensstemmelse med EKSF-traktatens art. 56, stk. 2, litra a).

VI. GLOBALLÅN

Lån, hvorom der
ansøges

: 1 milliard BFR.

Bevilget lån

: Kommissionen har godkendt et lån til ovennævnte ansøger på 1 milliard BFR. (ca. 23,022 mjo ECU) eller et tilsvarende beløb i anden valuta.

Rentenedsættelse : 3 procentpoints om året i 5 år for 23,020 Mio ECU.

Antal arbejdspladser,
der ligger til grund for

rentenedsættelsen : 1.151 arbejdspladser (svarende til to tredjedele af de nyoprettede arbejdspladser).

VII. SAMSTEMMENDE UDTALELSE FRA RÅDET

Kommissionen anmoder Rådet om at afgive samstemmende udtalelse vedrørende ovennævnte afgørelse.

¹ I overensstemmelse med de retningslinjer, Kommissionen vedtog den 16. juli 1986.

ΕΠΙΤΡΟΠΗ
ΤΩΝ
ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

Γενική Γραμματεία

Βρυξέλλες, 24. Φεβρουαρίου 1987

ΕΣΩΤΕΡΙΚΟ ΕΓΓΡΑΦΟ

ΠΕΡΙΟΡΙΣΜΕΝΗ ΧΡΗΣΗ

SEC (87) 205 τελικό

ΑΝΑΚΟΙΝΩΣΗ
ΤΗΣ ΕΠΙΤΡΟΠΗΣ ΠΡΟΣ ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ

Αίτηση για τη διατύπωση σύμφωνης γνώμης, δυνάμει των διατάξεων του άρθρου 56,2 της Συνθήκης ΕΚΑΧ, για τη χορήγηση συνολικού δανείου στην S.A. KREDIETBANK, ΑΜΒΕΡΣΑ (Βέλγιο)

1

ΕΣΩΤΕΡΙΚΟ ΕΓΓΡΑΦΟ

ΑΝΑΚΟΙΝΩΣΗ ΠΡΟΣ ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ

Θέμα: Αίτηση για τη διατύπωση σύμφωνης γνώμης, δυνάμει των διατάξεων του άρθρου 56,2 της Συνθήκης ΕΚΑΧ, για τη χορήγηση συνολικού δανείου στην S.A. KREDIETBANK, AMBERSA (Βέλγιο)

I. ΜΕΣΟΛΑΒΩΝ ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΙΚΟΣ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΣ

Αριθ. 458

Αιτών

: S.A. KREDIETBANK

Έδρα

Κεντρικά γραφεία

: AMBERSA

: ΒΡΥΞΕΛΛΕΣ

Μέτοχοι

: ALMANIJ (εταιρεία χόλντιγκ) - 42% ,
διάφοροι οργανισμοί επενδύσεων και
άλλοι ιδιώτες μέτοχοι

II. ΔΑΝΕΙΟΔΟΤΟΥΜΕΝΟΙ

: Μικρομεσαίες επιχειρήσεις για τη δημιουργία
και /ή την επέκταση νέων δραστηριοτήτων

Τομέας δραστηριότητας των
δανειοδοτούμενων

: Βιομηχανικές δραστηριότητες και παροχή
υπηρεσιών

III. ΤΟ ΣΧΕΔΙΟ

Διαδικασία : Η Επιτροπή θα θέσει στη διάθεση της S.A. KREDIETBANK, Αμβέρσα, 1 δισεκατ. FB (+ 23.022 εκατ. ECU).

Το δάνειο θα καταβληθεί σε διαδοχικές δόσεις, βαθμηδόν με την έγκριση των επιμέρους δανείων. Τα επιμέρους δάνεια θα εγκριθούν από την Επιτροπή σύμφωνα με τα κριτήρια και τους στόχους που αυτή έχει καθορίσει.

Η KREDIETBANK θα υποβάλλει στην Επιτροπή ετήσια έκθεση σχετικά με τη χρησιμοποίηση του συνολικού δανείου. Επίσης, θα διαβιβάζει κάθε χρόνο στην Επιτροπή έκθεση σχετικά με το συνολικό αριθμό των θέσεων εργασίας που έχουν δημιουργηθεί και πραγματικά πληρωθεί καθώς και με την επαναπρόσληψη πρώην εργαζομένων στη βιομηχανία άνθρακα και χάλυβα από τους δικαιούχους των επιμέρους δανείων.

Συνολικό κόστος επενδύσεως : τουλάχιστον 2 δισεκατ. FB (+46.044 εκατ. ECU)

IV. Η ΠΕΡΙΟΧΗ

Τόπος εγκαταστάσεως : περιοχές απασχόλησης EKAX (1) στο Βέλγιο, αλλά κυρίως στην περιοχή του LIMBOURG

Ποσοστό ανεργίας : στο Βέλγιο: 10,2% (4/1986)
στην περιοχή του LIMBOURG: 13,0% (4/1986)

Κατηγορία εθνικών περιφερειακών ενισχύσεων της περιοχής του σχεδίου : η περιοχή του LIMBOURG θεωρείται ζώνη περιφερειακής ανάπτυξης.

Η βιομηχανία χάλυβος ήταν και παραμένει η βασική πηγή απασχολήσεως στην περιοχή.

(1) Εκτός από τις περιοχές απασχόλησης EKAX, θα εφαρμοστεί αυστηρά η κοινωνική ρήτρα.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΜΕ ΤΟ ΑΡΘΡΟ 56, 2 α) ΤΗΣ ΣΥΝΘΗΚΗΣ ΕΚΑΧ

Αριθμός εργαζομένων στις
βιομηχανίες άνθρακα και
χάλυβα που έχουν καταστεί
διαθέσιμοι, στην περιοχή
που αφορά το πρόγραμμα

- : Ο αριθμός των θέσεων απασχόλησης που έχουν απωλεστεί στις Kempense Steenkolenmijnen από τα τέλη 1984 έως τα τέλη Ιουνίου 1986, ανέρχεται συνολικά σε 1.274* μια νέα αναδιάρθρωση των K.S. ευρίσκεται στο στάδιο της προετοιμασίας και η απώλεια σημαντικού αριθμού θέσεων απασχόλησης είναι αναπόφευκτη (σύμφωνα με τις προβλέψεις που είναι διαθέσιμες στις αρχές 1987).

θέσεις εργασίας που δημιουργεί
το πρόγραμμα

- : σε περίπτωση που όλες οι θέσεις θα δημιουργηθούν σε μια περιοχή απασχόλησης ΕΚΑΧ στην οποία έχει δοθεί προτεραιότητα, ο αριθμός των οικονομικά βιώσιμων θέσεων απασχόλησης υπολογίζεται σε 1728.

Επαγγελματική κατάσταση

- : εφόσον είναι αναγκαίο, μέσω των δημόσιων κέντρων κατάρτισης και των δικαιούχων των επιμέρους δανείων.

Η Επιτροπή εκτιμά ότι η αίτηση ανταποκρίνεται στις προϋποθέσεις του άρθρου 56, 2 α) της Συνθήκης της ΕΚΑΧ.

VI. ΣΥΝΟΛΙΚΟ ΔΑΝΕΙΟ

Δάνειο που έχει ζητηθεί

- : 1 δισεκατ. FB

Δάνειο που έχει χορηγηθεί

- : Η Επιτροπή έχει εγκρίνει δάνειο ύψους 1 δισεκατ. FB (+ 23,022 εκατ. ECU) ή ισοδύναμου ποσού στον προαναφερθέντα χρηματοδοτικό οργανισμό (1).

Επιδότηση επιτοκίου

- : 3 μονάδες κατ'έτος για 5 χρόνια και για ποσό 23,020 εκατ. ECU.

Αριθμός θέσεων εργασίας
βάσει του οποίου υπολο-
γίζεται η επιδότηση

- : 1151 θέσεις εργασίας (δηλαδή δύο τρίτα των προβλεπόμενων).

VII. ΣΥΜΦΩΝΗ ΓΝΩΜΗ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

Η Επιτροπή ζητά τη σύμφωνη γνώμη του Συμβουλίου για την απόφαση αυτή

(1) Σύμφωνα με τις επιχειρησιακές αρχές που αποφασίστηκαν από την Επιτροπή στις 16 Ιουλίου 1986

COMISION
DE LAS
COMUNIDADES EUROPEAS

Secretaría General

SEC(87) 205 final.

Bruselas, 24 de febrero de 1987

DOCUMENTO INTERNO

RESTRINGIDO

Comunicación de la
COMISION AL CONSEJO

Solicitud de dictamen favorable, con arreglo a las disposiciones de la letra a) del apartado 2 del artículo 56 del Tratado CECA, para la concesión de un préstamo global para la "S.A. KREDIETBANK" en Amberes (Bélgica)

DOCUMENTO INTERNO

CÓMUNICACION AL CONSEJO

Objeto: Solicitud de dictamen favorable, con arreglo a las disposiciones de la letra a) del apartado 2 del artículo 56 del Tratado CEECA, para la concesión de un préstamo global para la "S.A. KREDIETBANK" en Amberes (Bélgica)

I. ORGANISMO FINANCIERO INTERMEDIARIO

nº: 458

Solicitante : "S.A. KREDIETBANK"

Domicilio Social : AMBERES
BRUSELAS

Accionistas : ALMANIJ (holding) - 42 % y
diversas instituciones inver-
soras y otros accionistas
privados

II. BENEFICIARIOS

: Pequeñas y medianas empresas
para la creación y/o la
extensión de nuevas actividades.

Campo de actividad de
los beneficiarios : Actividades industriales y de
servicios.

EL PROYECTO

Procedimiento: La Comisión pondrá 1 000 millones de FB (+ 23,022 millones de ECUS) a la disposición de la "S.A. KREDIETBANK" de Amberes.

El préstamo se desembolsará por partes a medida que se aprueben los préstamos subsidiarios. La Comisión aprobará los préstamos subsidiarios con arreglo a los criterios de aprobación y objetivos adoptados por la Comisión.

Anualmente, el "KREDIETBANK" informará a la Comisión acerca de la utilización del préstamo global. Además, enviará todos los años a la Comisión un informe sobre el número total de empleos creados y realmente ocupados, y sobre el reemplazo de trabajadores ex-CECA contratados por los beneficiarios de los préstamos subsidiarios.

Cuantía total de la inversión : mínimo 2 000 millones de FB
(+ 46,044 millones de ECUS)

IV. LA REGION

Localización : Zonas de empleo CECA (1) en Bélgica, especialmente en la provincia de Limburgo

Índice de desempleo : para toda Bélgica: 10,2 % (4/1986)
para la provincia de Limburgo: 13,0 % (4/1986)

Categoría de ayuda nacional : la provincia de Limburgo en zona de desarrollo regional

La industria CECA ha sido y sigue siendo la principal fuente de empleo en la región.

(1) Fuera de las zonas de empleo CECA, se aplicará la cláusula social de forma estricta.

CONFORMIDAD CON LA LETRA a) DEL APARTADO 2 DEL ARTICULO 56 DEL TRATADO CECA

Mano de obra CECA disponible en la región a la que se refiere el proyecto : las Kempense Steenkolenmijnen ("Minas de hulla de la Campiña"), perdieron un total de 1 274 empleos entre el final de 1984 y final de 1986; se encuentra en preparación una nueva reestructuración de las K.S., siendo inevitables importantes pérdidas de puestos de trabajo (pensiones formales disponibles al inicio de 1987).

Puestos de trabajo que el proyecto debe crear : En la hipótesis de que se creen todos los puestos de trabajo en una zona de empleo CECA prioritaria, quedarán afectados 1 725 puestos económicamente viables.

Formación : llevada a cabo por centros públicos de formación y beneficiarios de préstamos subsidiarios, siempre que sea necesario

La Comisión considera que la solicitud responde a las condiciones de letra a) del apartado 2 del artículo 56 del Tratado CECA.

VI. PRESTAMO GLOBAL

Préstamo solicitado : 1 000 millones de FB

Préstamo que se concederá : La Comisión aprobó un préstamo de 1000 millones de FB (+23,022 millones de ECUS) o equivalente, al organismo financiero anteriormente mencionado (1).

Bonificación de interés : 3 puntos por año durante 5 años por un total de 23 millones de ECUS.

Número de puesto de trabajo que sirven de base a la bonificación : 1 150 puestos de trabajo (es decir, dos tercios de los puestos previstos)

VII. DICTAMEN FAVORABLE DEL CONSEJO

La Comisión solicita el dictamen favorable del Consejo acerca de esta Decisión.

COMISSÃO
DAS
COMUNIDADES EUROPEIAS

—
Secretariado-Geral

Bruxelas, 24 de Fevereiro de 1987

DOCUMENTO INTERNO

R E S T R I T O

SEC(87) 205 final

COMUNICAÇÃO DA COMISSÃO AO CONSELHO

Pedido de parecer favorável, a título do disposto no nº 2, alínea a),
do artigo 56º do Tratado CEEA, para a concessão de um empréstimo
global à S.A. KREDIETBANK em Antuérpia (Bélgica)

—

COMUNICAÇÃO AO CONSELHO

Assunto : Pedido de parecer favorável, a título do disposto no nº 2, alínea a), do artigo 56º do Tratado CEEA, para a concessão de um empréstimo global à S.A. KREDIETBANK em Antuérpia (Bélgica)

I. ORGANISMO FINANCEIRO INTERMEDIÁRIO

nº : 458

Autor do pedido

: S.A. KREDIETBANK

Sede social

: ANTUÉRPIA

administrativa

BRUXELAS

Accionistas

: ALMANIJ (holding) - 42% e diversas instituições de investimento e outros accionistas privados.

II. BENEFICIÁRIOS

: Pequenas e médias empresas para a criação e/ou desenvolvimento de novas actividades.

Sector de actividade

dos beneficiários

: Actividades industriais e de serviços

I. O PROJECTO

Procedimento :

A Comissão porá mil milhões de FB(+ 23,022 milhões de ECUs) à disposição da S.A. KREDIETBANK em Antuérpia.

O empréstimo será pago em fracções sucessivas à medida da aprovação dos empréstimos subsidiários. Os empréstimos subsidiários serão aprovados pela Comissão em conformidade os critérios de aprovação e os objectivos por ela adoptados.

O KREDIETBANK fará anualmente à Comissão um relatório sobre a utilização do empréstimo global. Para além disso, enviará anualmente à Comissão um relatório sobre o número total de postos de trabalho criados e efectivamente ocupados e sobre o reemprego dos trabalhadores ex - CECA contratados pelos beneficiários dos empréstimos subsidiários.

Montante total : mínimo 2 milhões de FB (+46,044 milhões de ECUs)
do investimento

IV. A REGIÃO

Localização : Bacias de emprego CECA (1) na Bélgica, mas principalmente na província do Limburgo.

Taxa de desemprego : para a totalidade da Bélgica : 10,2 % (4/1986)
para a província do limburgo : 13,0 % (4/1986)

Categoria do auxílio : a província do limburgo é zona de desenvolvimento
nacional regional.

A indústria CECA constituiu e continua a constituir a principal fonte de emprego na região.

(1) Fora das bacias de emprego CECA, será aplicada a cláusula social estrita.

CONFORMIDADE COM O Nº 2, ALÍNEA a), DO ARTIGO 56º DO TRATADO CEEA

Trabalhadores CEEA dispensados
na região abrangida pelo
projecto

: As Kempense Steenkolenmijnen perderam, entre fim de 1984 e fim de Junho de 1986, um total de 1 274 empregos; está em preparação uma nova reestruturação das K.S. e serão inevitáveis novas perdas de emprego consideráveis (previsões formais disponíveis no início de 1987).

Postos de trabalho a criar
pelo projecto

: Na hipótese em que todos os postos sejam criados numa bacia de emprego CEEA prioritária, o número de postos economicamente viáveis pode ser estimado em 1725.

Formação

: Se necessário por centros públicos de formação e pelos beneficiários dos empréstimos subsidiários.

A Comissão considera que o pedido corresponde às condições do nº 2, alínea a), do artigo 56º do Tratado CEEA.

VI. EMPRÉSTIMO GLOBAL

Empréstimo solicitado

: mil milhões de FB

Empréstimo a conceder

: A Comissão aprovou um empréstimo de mil milhões de FB (+23,022 milhões de ECUs) ou equivalente, a conceder ao organismo financeiro acima referido (1).

Bonificação de juros

: 3 pontos por ano durante 5 anos sobre 23 milhões de ECUs

Número de postos de trabalho
em que se baseia bonificação

: 1150 postos de trabalho (ou seja dois terços dos postos previstos).

VII. PARECER FAVORÁVEL DO CONSELHO

A Comissão solicita o parecer favorável do Conselho sobre esta decisão.

(1) Em conformidade com os critérios de aplicação adoptados pela Comissão em 16 de Julho de 1986.